

Mahathir, Anwar Ibrahim : en Malaisie, l'amorce d'une « révolution » encore incertaine

mercredi 26 décembre 2018, par [PHILIP Bruno](#) (Date de rédaction antérieure : 21 décembre 2018).

L'ancien opposant Anwar Ibrahim, qui vient d'être élu député, devrait remplacer d'ici deux ans au poste de premier ministre son ancien adversaire Mahathir à qui il s'est rallié.

La large victoire, samedi 13 octobre, d'Anwar Ibrahim, lors d'une élection partielle qui va lui assurer un siège au Parlement, première marche pour accéder plus tard au poste de chef de gouvernement, marque le grand retour en politique de l'ex-vice-premier ministre et ministre des finances, longtemps banni de la vie politique malaisienne.

Elle constitue une étape de plus dans la mue d'un pays longtemps corseté dans un système politique aussi vieux que lui. Anwar a remporté haut la main un siège dans la circonscription de Port Dickson, proche de Kuala Lumpur. Il devrait normalement, d'ici deux ans, succéder au poste de premier ministre à Mahathir Mohamad, 93 ans, ex-homme fort du pays, revenu au pouvoir à la faveur de la « révolution » inattendue que constituèrent les élections législatives du 9 mai.

L'ancien chef de gouvernement, Najib Razak, est quant à lui le grand perdant de ce tour de passe-passe politique : il est aujourd'hui visé par vingt et une accusations de blanchiment, et quatre de corruption, pour un montant d'un demi-milliard d'euros siphonnés du fonds souverain 1MDB. Brièvement arrêté à deux reprises, il a été libéré sous caution et attend son procès.

Démocratisation « irréversible »

Depuis la victoire surprise de l'opposition, Mahathir Mohamad et ses alliés semblent vouloir rattraper le temps perdu durant les dernières années de gouvernement hasardeux d'un ancien régime corrompu et à l'autoritarisme croissant. Le processus de démocratisation et de réformes de cette « nouvelle Malaisie » devrait être « irréversible », espère un analyste étranger, basé à Kuala Lumpur.

Deux décisions sont emblématiques de ces temps nouveaux : l'abolition de la peine de mort, que devait proposer lundi 15 octobre le gouvernement au Parlement. Et la libération, vendredi 12 octobre, de onze ressortissants chinois de l'ethnie musulmane ouïgoure, persécutée en Chine, qui s'étaient échappés d'un centre de détention administrative en Thaïlande en 2017, avant de passer clandestinement en Malaisie et d'y être arrêtés.

Cette fermeté vis-à-vis de Pékin, qui exigeait de longue date leur extradition, fait suite à d'autres prises de position de Mahathir ayant irrité la République populaire. Lors d'un voyage en Chine au mois d'août, le premier ministre avait annoncé à ses hôtes la suspension de deux projets d'un coût de 19 milliards d'euros signés avec Pékin par l'ancien premier ministre Najib : une ligne de chemin de fer sur la côte est de la Malaisie péninsulaire et un gazoduc dans l'Etat de Sabah, à Bornéo.

Le « Docteur M » - comme les Malaisiens appellent cet ancien médecin - avait ensuite poliment sermonné ses interlocuteurs chinois contre toute tentation d'imposer une nouvelle version du « colonialisme » dans la région.

Une autre mesure fondamentale annoncée durant la campagne des législatives s'apparente également à une véritable révolution copernicienne pour le pays : les nouveaux dirigeants ont promis qu'ils allaient faire évoluer le système de « discrimination positive » qui a profité, tout au long des soixante et une dernières années depuis l'indépendance, à la seule majorité malaise musulmane (plus de 50 % de la population).

Malaisie multiculturelle

C'est en effet une Malaisie multiculturelle qui a triomphé lors du scrutin du mois de mai, au cours duquel a chuté le parti de l'Organisation nationale de l'unité des Malais (UMNO), au pouvoir sans discontinuer depuis l'indépendance de 1957. Non seulement les minorités chinoise (22,6 %) et indienne (6,7 %) ont voté pour le regroupement un peu hétéroclite de l'opposition, le « Pakatan Harapan » (PH, Alliance de l'espoir), mais aussi un nombre important de Malais déçus par le gouvernement sortant. Reste cependant à faire évoluer le système en souplesse, afin d'éviter de voir se retourner contre le nouveau pouvoir une majorité malaise soudainement privée de quotas réservés à l'université et dans l'administration : la discrimination positive devrait être désormais appliquée en fonction des besoins des individus, et non pas de leur appartenance ethnique.

Quant à la liberté de la presse, elle ne s'est jamais aussi bien portée : « Nous sommes plus libres et notre marge de manœuvre est plus large », observe Premesh Chandran, l'un des directeurs du site Malaysiakini, l'un des plus indépendants sous l'ancien régime.

Mais la victoire de cette coalition s'explique surtout par l'extraordinaire retournement de situation qui a vu Mahathir Mohamad, ex-premier ministre entre 1981 et 2003, revenir au pouvoir et finir par « rouler » pour l'opposition - c'est-à-dire pour le camp de ténors qui furent autrefois ses adversaires. Et que ce leader charismatique et autoritaire n'hésita pas à faire emprisonner lors de son premier passage aux affaires. Aujourd'hui, l'« ancêtre », qui a su rassembler autour de lui une partie de l'électorat malais « de souche », assure de son ralliement aux principes démocratiques.

« Plus vieux et plus sage »

La réconciliation de Mahathir avec Anwar Ibrahim symbolise la nouvelle donne : Mahathir l'avait fait embastiller pour corruption et sodomie, pratique illégale dans la Fédération de Malaisie. Libéré peu après les législatives de mai, alors qu'il purgeait une nouvelle et plus récente peine de prison, toujours pour sodomie (il a constamment affirmé avoir été la victime de règlements de comptes politiques), Anwar devrait donc devenir, d'ici à 2020, le prochain premier ministre, aux termes d'un accord passé avec Mahathir.

Les démonstrations d'amitié des deux hommes sont tout de même sujettes à caution : selon certains observateurs avisés de la scène politique malaisienne, l'actuel premier ministre, en dépit de son âge avancé, aurait repris goût au pouvoir. D'autant que, selon ces mêmes sources, le « Docteur M », ou ses affidés, intriguerait à l'intérieur de la formation d'Anwar, le Parti de la justice du peuple (PKR) - membre de l'Alliance victorieuse - pour empêcher l'impétrant de succéder à son ancien mentor.

Lors d'une rencontre avec Le Monde, à Kuala Lumpur, fin septembre, Anwar Ibrahim a balayé d'un sourire les spéculations à propos d'une nouvelle rivalité avec Mahathir : « C'est une forte personnalité. Mais les conditions ont changé. Il est, tout comme moi, plus vieux et plus sage. Tout va bien. »... Pour le député Wang Chen, membre du PKR, il n'y a pas à s'inquiéter outre mesure : « La

première partie de notre révolution a été achevée : Mahathir a enclenché un processus de réformes. Une deuxième séquence débutera quand Anwar le remplacera. »

Le grand ressuscité de la politique malaisienne ne fait cependant pas forcément l'unanimité : cet ex-étudiant islamiste, emprisonné pour son activisme dans sa jeunesse, inquiète certains non musulmans, même s'il affiche sa modération religieuse, dans un pays travaillé par l'ultraconservatisme islamique de certains milieux. Il lui faudra ainsi convaincre, dans un contexte de fragmentation ethnique et confessionnelle. « Je n'ai confiance ni en Mahathir, ni en Anwar, ni dans les professions de foi de musulman modéré de ce dernier », confie une jeune chrétienne, d'origine indienne, qui travaille dans le marketing. Elle n'est pas la seule.

Bruno Philip (Kuala Lumpur, envoyé spécial)

• Le Monde. Publié le 14 octobre 2018 à 19h31 - Mis à jour le 14 octobre 2018 à 19h32 : https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2018/10/14/en-malaisie-l-amorce-d-une-revolution-encore-incertaine_5369352_3216.html

Portrait : Anwar Ibrahim, miraculé de la politique

Entre Mahathir Mohamad, le vieux chef du gouvernement malaisien, et Anwar Ibrahim, son successeur désigné qu'il avait fait emprisonner une première fois il y a vingt ans, les relations sont rudes. Pourtant, à moins d'une nouvelle rupture, Anwar devrait devenir le premier ministre d'un pays qui se démocratise.

La politique est souvent une affaire tortueuse, parfois sordide, faite de déchirements et de réconciliations marquées par les intérêts et les alliances de circonstances. Il n'empêche : le drame en trois actes qui s'est noué en Malaisie au cours de l'année mériterait sans doute la palme du retournement de situation le plus improbable. Difficile, en effet, d'imaginer plus spectaculaire enchaînement de détestation, de haine recuite et de rabibochage qui a caractérisé la tumultueuse relation entre Anwar Ibrahim et Mahathir Mohamad, les deux hommes forts de la Malaisie d'hier et d'aujourd'hui...

Acte I, 9 mai 2018. Le Pakatan Harapan (Alliance de l'espoir, PH), parti d'opposition dominé par un ancêtre de la politique locale, Mahathir Mohamad, âgé de 93 ans, remporte les élections. La coalition sortante dirigée par Najib Razak, notoirement corrompu, mord la poussière. Mahathir Mohamad, qui avait été à la tête du gouvernement entre 1981 et 2003, redevient premier ministre.

Acte II, 16 mai. Anwar Ibrahim, 71 ans, ex-vice-premier ministre de Mahathir Mohamad dans les années 1990, est libéré après avoir purgé trois des cinq années de sa peine de prison : il avait été condamné en 2015 pour sodomie, pratique sexuelle illégale en Malaisie. Ce n'était pas son premier passage derrière les barreaux : en 1998, alors qu'il occupait depuis sept ans les fonctions de ministre des finances et de vice-premier ministre de Mahathir, il avait déjà été démis de ses fonctions par le « boss », puis inculpé.

En prison pour sodomie

Avec son indépendance d'esprit confinant à la provocation, Anwar était devenu à l'époque un

insupportable gêneur. Une justice aux ordres du pouvoir l'avait envoyé en prison pour corruption et, déjà, pour sodomie (l'accusé a toujours nié les faits et dénoncé un règlement de comptes politique). Condamné à neuf ans de prison en 2000, il avait été libéré au bout de cinq ans. Nul besoin de préciser que les deux hommes s'étaient brouillés à mort...

Jusqu'à cette nouvelle libération anticipée au printemps 2018. Les deux ex-alliés, devenus meilleurs ennemis, se sont en effet aussitôt réconciliés. Ils ont alors confirmé - comme on le pressentait depuis un moment - avoir conclu le marché suivant : Mahathir redevient chef de gouvernement, mais pour une courte partie de son mandat seulement - environ deux ans - ; et Anwar doit le remplacer aux alentours de 2020.

Acte III, 13 octobre. Anwar Ibrahim est élu député d'une circonscription proche de la capitale, Kuala Lumpur. Et, à moins d'un événement imprévisible ou d'une nouvelle rupture avec Mahathir - probabilité qui n'est jamais à écarter -, il devrait bientôt devenir le prochain chef de gouvernement de la Fédération de Malaisie. Même si aucune date précise n'a été fixée.

Riche nation d'Asie du Sud-Est

Les fonctions qu'il devrait prochainement occuper sont à la hauteur de l'importance de la Malaisie. Avec 31 millions d'habitants, c'est l'une des plus riches nations d'Asie du Sud-Est en termes de revenu par habitant, après Singapour et le sultanat de Brunei. Elle est aussi l'une des plus modernes, l'une des plus développées, l'une des plus connectées de la région. Et l'une des plus compliquées aussi, sur les plans ethnique et religieux... Sur l'échiquier du Sud-Est asiatique, la Malaisie occupe en outre une place non négligeable : située, côté ouest, entre la Thaïlande et Singapour, elle s'étend, à l'est, de l'autre côté de la mer de Chine du Sud, sur une partie de l'immense île de Bornéo, où les deux Etats de Sabah et de Sarawak lui sont rattachés.

Incroyable destin que celui d'Anwar Ibrahim ! Ce politicien, dont l'avenir s'annonçait assez flou avant les dernières élections, revient de loin. Mais le voilà qui ressurgit aujourd'hui, plus souriant que jamais, comme ragaillardisé par les épreuves. « Ces années en cellule m'ont fait mûrir : je suis plus vieux et plus sage, je présume », s'amuse-t-il. L'homme, affable, vêtu d'une chemise à petits carreaux jaune pâle et rayures bleues accompagnée d'un jean gris, s'est assis avec nous en cet après-midi d'automne pour plus d'une heure de conversation décontractée, souvent émaillée de rires et de bons mots, au sein de la vaste demeure d'un ami, dans une banlieue chic de Kuala Lumpur.

Son incarcération n'a pas eu que des mauvais côtés : « J'ai relu Montaigne, qui était devenu mon compagnon de geôle. Quelle finesse dans sa perception des sentiments humains ! », s'émerveille Anwar. Devant son interlocuteur français, il tient à montrer son intérêt pour l'Hexagone et ses penseurs. « J'ai lu aussi le grand livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle* (Le Seuil, 2013), poursuit-il. Sa lecture m'a passionné : je juge intolérable la grande pauvreté et la persistance de fortes inégalités. » Remarque intéressante dans la bouche d'un homme qui, durant son passage aux affaires, prônait un recours au Fonds monétaire international et une politique d'austérité pour sortir le pays de l'ornière, durant la crise asiatique de 1997 - contre l'avis de son mentor Mahathir. Différences de vues qui furent d'ailleurs à la racine de leur brouille...

Le label « martyr de la cause »

Mais c'était un autre temps, une autre vie : « Quand j'étais dans ma petite cellule, je pensais à ces prisonniers, sous Staline. Je me disais : les dissidents ont souffert, mais ils ont tenu le choc. » Evoquer les emmurés du goulag, dit-il, l'a aidé durant ces longues et douloureuses dernières années passées en prison. De manière implicite, peut-être fait-il aussi une référence subtile au fait que, dans les pays autoritaires et les démocraties imparfaites ou « illibérales » - comme l'a été la Malaisie

depuis son indépendance en 1957 -, un séjour derrière les barreaux a valeur d'onction. Le label « martyr de la cause » n'est pas sans panache politique.

Mais cela aussi est une autre histoire, et elle est derrière lui : en mai 2018, le rideau s'est levé sur une nouvelle Malaisie : démocratisation, réformes économiques, liberté de la presse réaffirmée, prises de distance avec une Chine trop encombrante, Mahathir a multiplié les décisions et les annonces. Anwar, lui, attend. Et balaie les interrogations des sceptiques qui s'interrogent sur la réalité, et la longévité d'une telle réconciliation : « Mahathir est un homme doté d'une forte personnalité », explique Anwar en parlant de celui qui fut l'un des dirigeants les plus charismatiques - et les plus autoritaires - de l'Extrême-Orient, à la fin du XX^e siècle. « Mais il a changé, assure-t-il. Lui aussi a vieilli et s'est assagi. »

Quand on lui rétorque que, lors d'un entretien avec Le Monde, en 2013, le « Docteur M » - surnom de Mahathir, qui fut médecin - l'avait qualifié d'« homme aux mœurs douteuses » et d'« incapable », il éclate franchement de rire : « Ah ! Ah ! Il était en colère contre moi, à l'époque ! Moi aussi, j'étais furieux contre lui. Et je ne l'ai pas épargné non plus : je me suis montré féroce à son égard ! »

Leurs retrouvailles, à sa sortie de prison, ont certes été un peu embarrassantes. « Nos premiers échanges étaient un peu formels, concède-t-il, mais aujourd'hui, tout est redevenu comme au bon vieux temps ! » Un optimisme que ne partagent pas certains observateurs de la vie politique à Kuala Lumpur : « Mahathir est à la manœuvre pour empêcher Anwar de le remplacer », suppute l'un d'entre eux, sous le sceau de l'anonymat. Pourtant, même si tout reste possible, même le pire, dans une relation à ce point chaotique, la plupart des analystes s'accordent tout de même à dire que, désormais, Mahathir n'a sans doute d'autre choix que de passer plus tard le témoin à Anwar.

Lequel préfère insister sur le caractère indispensable du tandem qu'ils forment tous deux. Jusqu'à présent, ils se sont réparti les rôles : aux manettes gouvernementales, le « vieux » : et à la manœuvre au Parlement, Anwar, en tant que frais réélu président, puis député de son parti, le Parti Keadilan Rakyat (« Parti de la justice du peuple », PKR), principale formation politique au sein de la coalition au pouvoir depuis les élections.

Les musulmans majoritaires à 61,3 %

Selon Anwar Ibrahim, il ne s'agit pas seulement d'un simple changement de coalition à la tête de la Malaisie : « La victoire du 9 mai a été une victoire pour le monde musulman, car c'est la victoire d'une démocratie en terre d'islam. Elle a aussi été la victoire de tous les partisans de la liberté dans une nation [pluriethnique et multiconfessionnelle]... Et tout cela, à une époque de l'histoire mondiale où l'on voit, ailleurs, le fascisme menacer à nouveau ! » La Malaisie, où les musulmans sont majoritaires à 61,3 %, est en effet le pays de toutes les croyances, avec près de 19 % de bouddhistes, plus de 9 % de chrétiens, 6,3 % d'hindous...

Victoire pour la démocratie, sans doute, dans la mesure où la coalition du Barisan Nasional (Front national, BN), qui était au pouvoir sans discontinuer depuis soixante et un ans, a été vaincue pour la première fois depuis l'indépendance, lors du scrutin du 9 mai. Cela marque la fin d'un monopole politique, et la fin d'une époque. Les esprits facétieux remarqueront tout de même que cette « révolution » de mai a été largement rendue possible par le retour de Mahathir, qui fut avec Anwar, quand ce dernier le secondait encore, l'un des zélés thuriféraires d'un régime désormais honni... Mahathir et Anwar ont fini par se brouiller avec les caciques d'un système qu'ils viennent de renverser. Là encore, le caractère tortueux de la chose politique en Malaisie n'est pas sans mettre en lumière de saisissants paradoxes.

En mai, le rideau s'est levé sur une nouvelle Malaisie : démocratisation, réformes économiques,

liberté de la presse réaffirmée, prises de distance avec une Chine encombrante...

Reste que les deux hommes ont l'air décidés à en finir avec les outrances du passé : les embastillements arbitraires, les dérives autoritaires du « monde d'avant », que dissimulait mal une façade pseudo-démocratique. Mahathir Mohamad assure désormais s'être converti aux joies de la démocratie et de la liberté d'expression. La mue est spectaculaire pour un homme naguère connu pour avoir fait interdire des journaux et emprisonner ses opposants. Dont certains, ironie de l'histoire, sont devenus aujourd'hui ses ministres, comme le détenteur du portefeuille des finances, le Sino-Malaisien Lim Guan Eng...

La Malaisie prend ses distances avec Pékin

Le Mahathir des années 1990 n'était pas toujours un homme très fréquentable aux yeux des Américains et des Européens. Célèbre pour ses commentaires violemment anti-Occidentaux - en particulier contre l'ancien colon britannique, les Etats-Unis et Israël -, il se laissait parfois aller si loin que, lors de certains de ses discours, des diplomates étrangers se sentaient obligés de quitter la salle. Dans son livre le plus célèbre, *The Malay Dilemma* (1970, non traduit), ce défenseur obstiné de la cause palestinienne n'a pas hésité à écrire que « les juifs n'ont pas seulement le nez crochu, ils comprennent les questions d'argent instinctivement ».

Au crépuscule de sa vie, devenu le plus vieux dirigeant de la planète, Mahathir semble cependant adopter une attitude plus consensuelle. Même si l'homme garde son franc-parler : cet été, lors de sa visite à Pékin, il a mis en garde la Chine contre les conséquences de ses velléités « néocolonialistes » en Asie du Sud-Est.

Redoutables défis

La réussite de Mahathir conditionnera bien sûr celle d'Anwar. Quant à ce dernier, rien n'est encore acquis. Pour arriver à s'imposer au moment de reprendre les rênes, il va devoir relever de redoutables défis. Il lui faudra notamment imposer tout à la fois une image de musulman modéré et sa vision d'une Malaisie multiculturelle, sans s'aliéner les Malaisiens des « Kampung » (« villages »). Dans certains recoins de la Malaisie profonde, cet homme accusé de pratiques sexuelles interdites peut susciter la défiance. Un certain nombre de non-musulmans, surtout chrétiens, s'inquiètent aussi du fait qu'Anwar puisse tenir devant eux un discours rassurant, tout en égrenant des propos résolument conservateurs devant ses auditoires musulmans.

Lors de ses apparitions publiques, Anwar Ibrahim s'efforce pour l'heure de donner de lui-même l'image d'un libéral, certes pieux musulman, mais tolérant et pas bigot. Il dit s'opposer à l'article 377 du Code pénal, une loi datant du colonisateur britannique qui rend illégale l'« amour charnel » et « contre nature » entre deux personnes du même sexe. « Cette loi est archaïque et obsolète ! », fulmine-t-il. Loi que ses adversaires ont utilisée pour envoyer à deux reprises derrière les barreaux cet homme dont l'épouse, devenue en mai vice-première ministre du gouvernement, était déjà chef du PKR à la suite de son incarcération. Quant à l'une de ses filles, Nurul Izzah, 37 ans, elle est depuis dix ans une parlementaire de renom. Chez les Anwar, la politique est une histoire de famille.

Nurul vient cependant d'annoncer avec fracas, lundi 17 décembre, sa démission du poste de vice-présidente du PKR. Même si elle n'abandonne pas ses fonctions de députée, c'est une manière pour elle de protester contre les rivalités à l'intérieur de sa formation. Des divisions que Mahathir, en coulisse, s'efforcera d'aiguiser. « Il semble bien que Mahathir considère, après tout, Anwar comme son ennemi », confie au Monde une source bien placée requérant, elle aussi, l'anonymat. Autant pour la mise en scène initiale de la « spectaculaire » réconciliation entre Anwar et Mahathir !

Pour réussir, Anwar devra imposer à la fois une image de musulman modéré et sa vision d'une Malaisie multiculturelle

En septembre à Kuala Lumpur, Nurul était revenue devant nous sur les raisons qui l'avaient poussée naguère à entrer dans l'arène : « Si je me suis retrouvée engagée en politique, puis parlementaire, c'est parce que mon père était devenu le symbole de l'oppression de l'ancien système. Autrement, les choses ne se seraient pas passées ainsi », confiait-elle, réaliste. Toujours strictement voilée d'un hijab et musulmane pieuse, Nurul est également une femme moderne, divorcée, aux idées volontiers libérales dans cette nation prude où elle n'hésite pas à conspuer les imams extrémistes et leurs disciples. Lesquels sont d'ailleurs les plus critiques d'Anwar, trop libéral et occidentalisé à leurs yeux.

« Comment peut-on nier aux individus leur orientation sexuelle ? », s'interroge encore celui qui a toujours tenu à faire savoir qu'il n'était cependant pas question d'autoriser le mariage gay dans un pays à majorité musulmane comme le sien. Ce qui ne l'empêche pas de marteler : « Allons nous laisser des gens frapper à la porte de personnes transgenres pour les menacer ? », s'indigne-t-il. Dans le climat délétère qui règne parfois à l'encontre des LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans), le sujet est sensible : en août, deux femmes lesbiennes ont été condamnées à recevoir six coups de bâton par un tribunal islamique de l'Etat du Terengganu, dont le gouvernement local est aux mains d'un parti fondamentaliste.

La remise en cause prévue par Anwar d'un programme social politiquement très sensible pourrait en outre enflammer les passions, car celui-ci attribue des privilèges à la majorité malaise musulmane. Baptisée « Nouvelle politique économique » et adoptée en 1971, cette disposition prévoit une politique de quotas au sein de l'administration et de l'université en faveur des Bumiputra, ou « fils du sol », avantageant ainsi les Malais et les populations « indigènes ». L'intention était alors de rééquilibrer une société où les minorités, en particulier les Sino-Malaisiens, étaient perçues comme plus performantes et donc menaçantes pour les Malais « de souche ». Ce système se voulait aussi une réponse aux graves violences interethniques du 13 mai 1969, quand plus de 200 membres de la minorité chinoise furent tués lors d'affrontements avec des manifestants appartenant à la majorité malaise.

« Il faut désormais que l'on aide les gens sur la base de leurs besoins, et non sur celle de leurs origines ethniques », promet Anwar Ibrahim. L'homme est pressé mais pas forcément impatient d'accéder au pouvoir. C'est en tout cas ce qu'il affirme. « Depuis ma sortie de prison, je jouis de ma liberté retrouvée. Je prends du bon temps. Dans deux ans [au pouvoir] ? Oui, on va bien voir... » Et il rit. Comme s'il ne croyait pas encore à ce dernier rebondissement d'un destin pour le moins hors norme.

Bruno Philip

Kuala Lumpur, envoyé spécial

Les dates

10 août 1947 Naissance d'Anwar Ibrahim.

1957 Indépendance de la Malaisie.

1981-2003 Mahathir Mohamad dirige le pays comme premier ministre.

1993-1999 Anwar Ibrahim est vice-premier ministre de Mahathir.

1999 Anwar Ibrahim est condamné à six ans de prison pour corruption puis neuf ans en 2000 pour sodomie. Il est libéré en 2004.

2009 Najib Razak est élu premier ministre.

2015 Deuxième emprisonnement d'Anwar Ibrahim.

9 mai 2018 Victoire de la coalition d'opposition Pakatan Harapan (Alliance de l'espoir, PH). Mahathir Mohamad est nommé premier ministre.

16 mai Libération d'Anwar Ibrahim.

- Le Monde. Publié le 21 décembre 2018 à 12h41 - Mis à jour le 22 décembre 2018 à 08h21 : https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/21/malaisie-anwar-ibrahim-democrate-converti_5400884_3210.html
-